

Revenu minimum garanti : rencontre entre allocataires du RSA, associations et élus

Ce mardi 8 juin 2021, une rencontre organisée par un collectif d'associations mobilisées pour la mise en place d'un revenu minimum garanti, a réuni une trentaine de participant-es : des allocataires du RSA, des représentant-es d'associations et des élu-es. Le [rapport](#) « Sans Contreparties », co-rédigé par le Secours Catholique et AequitaZ, a servi de base aux discussions. La rencontre a été l'occasion d'échanges sur les problématiques rencontrées par les allocataires du RSA, mais également de préparer la mobilisation à venir pour défendre la mise en place d'un revenu minimum garanti, juste et sécurisé.

L'objectif était de se réunir entre acteurs souhaitant œuvrer collectivement pour le renforcement des droits sociaux : « Aujourd'hui nous comptons nos forces, entre allié-es dans un premier temps, pour pouvoir construire la suite », a rappelé Jérôme Bar, d'AequitaZ.

Les témoignages portés par les premiers concernés, allocataires du RSA, ont permis d'illustrer concrètement les problèmes soulevés dans le contexte actuel.

« On subit un contrôle social que personne d'autre ne vit. On doit débiller toute notre vie, se justifier. Personne ne respecte notre vie privée. Les gens n'imaginent pas ce que c'est que de devoir survivre au RSA, et devoir rendre des comptes à Pôle Emploi, à votre banque, à la CAF, et même à la mairie ! » (Isabelle Maurer, allocataire du RSA et membre de la Maison de la Citoyenneté Mondiale)

Le système de sanctions et de contrôle conditionnant l'accès au minimum vital que constitue le RSA, est jugé « scandaleux », et « indigne », mais aussi « inefficace » par la majorité des participant-es. « Conditionner le RSA à une recherche d'emploi à tout prix, alors qu'il n'y a pas suffisamment de travail pour tout le monde, au risque de subir une radiation, est non seulement culpabilisant mais aussi destructeur pour les personnes » dénonçait Claire Pauchet, porte-parole du Mouvement National des Chômeurs et Précaires. « Certaines personnes qui déménagent dans un autre département ont vu leurs droits suspendus, pouvant se trouver sans aucune source de revenus durant 5, 20 mois... comment peut-on accepter ça ? C'est profondément cruel ».



Le sénateur socialiste Rémi Cardon, porteur d'une [proposition de loi](#) pour l'ouverture du RSA aux 18-25 ans était également présent : « C'est l'âge le plus important en matière d'insertion sociale. Aujourd'hui, 30% des chômeurs ont moins de 30 ans ». Les difficultés que rencontre la jeunesse dans

le contexte de crise sanitaire et sociale sont criants et ont été appuyés par de nombreux témoignages durant la rencontre : « *Les emplois précaires sont devenus pratiquement un passage obligé pour les jeunes. Quand on est précaire, on doit accepter des emplois forcés, on n'a plus de choix.* ».

La précarité a de fait un coût social important, en termes de santé, mais aussi de cohésion sociale. « *Il y a deux mondes : ceux qui n'ont rien ou pratiquement rien, et les autres* ». Pourtant, malgré un constat sans appel, les propositions pour améliorer le système de protection sociale ne manquent pas, à commencer par un revenu minimum garanti (voir la [proposition de loi](#) déposée en mai par les sénateur-ices écologistes).



Cette rencontre était un premier jalon posé pour défendre le renforcement des droits sociaux, et se préparer à la suite. De nombreuses actions sont prévues pour la suite. Les participant-es se sont déclaré-es déterminé-es à continuer de mobiliser, convaincre des acteurs de façon plus large, et peser dans le débat des élections présidentielle et législatives à venir.

SUITE À LA PUBLICATION DU RAPPORT NATIONAL

SANS CONTREPARTIES

POUR UN REVENU MINIMUM GARANTI

INSCRIPTION • NICOLE.TEKE@GMAIL.COM • 06.24.46.59.79

DÉBAT A PARIS

MARDI 8 JUN 2021

- DE 14H00 À 17H00
- MAISON DE LA SALLE • 78 A RUE DE SÈVRES • PARIS 7È

Logos of participating organizations: ANTIPOUR, Secours Catholique Caritas France, MRB, Ligue des droits de l'Homme, DROIT AU REVENU, COLLECTIF POUR UN REVENU MINIMUM GARANTI, MNCP, RESEAU ROOSEVELT, Archipel DES SANS-VOIX, MAISON DE LA CITOYENNETÉ MONDIALE.